



*Liberté - Égalité - Fraternité*

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

**PREFET DES BOUCHES-DU-RHONE**

**PREFECTURE**

**Direction des Collectivités Locales,  
de l'Utilité Publique et de l'Environnement**

Marseille le,

**17 JAN. 2013**

**Bureau des Installations et Travaux Réglementés  
pour la Protection des Milieux**

**Dossier suivi par :M.DOMENECH**

**Tél. : 04.84.35.42.74**

**N° 17-2013 PC**

**ARRÊTÉ**

**portant prescriptions complémentaires à la Société  
FIGENAL SNC en ce qui concerne les rejets  
atmosphériques d'oxydes d'azote de son unité de  
cogénération au gaz naturel sise à Fos-sur-Mer**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE, ALPES, CÔTE D'AZUR,  
PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE,**

**Vu** le Code de l'Environnement et notamment les titres I et IV du livre V,

**Vu** l'arrêté ministériel en date du 11 août 1999 relatif à la réduction des émissions polluantes des moteurs et turbines à combustion ainsi que des chaudières utilisées en postcombustion soumis à autorisation sous la rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 99-215/189-1998 A en date du 8 juillet 1999,

**Vu** le récépissé de déclaration de changement d'exploitant en date du 10 septembre 1999,

**Vu** le rapport du Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement en date du 27 août 2012,

**Vu** l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques en date du 27 septembre 2012,

.../...

**Considérant** que l'arrêté préfectoral applicable à la Société FIGENAL SNC n'est pas conforme à l'arrêté ministériel susvisé du 11 août 1999,

**Considérant** qu'en vertu de l'article R.512-31 du Code de l'Environnement, le Préfet, après avis du Conseil Départemental des Risques Sanitaires et Technologiques, peut fixer des prescriptions additionnelles rendues nécessaires,

**Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,**

## ARRÊTE

### Article 1

La Société FIGENAL SNC, dont le siège social est situé Z.I. Quartier le Tonkin – 13270 FOS-SUR-MER, est tenue de respecter les prescriptions du présent arrêté relatif à l'unité de cogénération au gaz naturel qu'elle exploite à la route du Quai Minéralier – 13270 FOS-SUR-MER.

### Article 2

La valeur limite en concentration des oxydes d'azote (Nox) en mode récupération, prescrite au premier tableau de l'article 4-4 de l'arrêté préfectoral n° 99-215/189-1998 A du 8 juillet 1999, est remplacée par la valeur suivante : 75 mg/Nm<sup>3</sup> sur gaz sec à 15 % d'O<sub>2</sub>.

### Article 3

Des arrêtés complémentaires pourront fixer toutes les prescriptions additionnelles que la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 Livre V – Titre 1<sup>er</sup> du Code de l'Environnement rend nécessaire ou atténuer celles des prescriptions primitives dont le maintien ne sera plus justifié.

### Article 4

En cas de non-respect de l'une des dispositions qui précèdent, il pourra être fait application des sanctions prévues par les dispositions de l'article L. 514-1 – Livre V – Titre 1<sup>er</sup> – Chapitre IV du Code de l'Environnement, sans préjudice des condamnations qui pourraient être prononcées par les tribunaux compétents.

### Article 5

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Un extrait du présent arrêté restera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement.

### Article 6

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

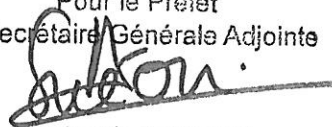
**Article 7**

- le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches du Rhône,
  - le Sous-Préfet d'Istres,
  - le Maire de Fos-sur-Mer,
  - le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement /
  - le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,
  - le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,
  - le Directeur de l'Agence Régionale de Santé,
- et toutes autorités de Police et de Gendarmerie,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un avis publié conformément aux dispositions de l'article R.512.39 du Code de l'Environnement.

Marseille le, **17 JAN. 2013**

Pour le Préfet  
la Secrétaire Générale Adjointe



Raphaëlle SIMEONI

